

NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
LIMITEE

T/COM.5/L.32  
12 mars 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE L'UNION REGIONALE DES SYNDICATS DU NYONG ET SANAGA  
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F du  
règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Yaoundé 3 Février 1954

Délégué

UNION REGIONALE DES SYNDICATS  
DU NYONG & SANAGA - YAOUNDE

MONSIEUR LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA  
REPUBLIQUE FRANCAISE AU CAMEROUN

482

à Y A O U N D E

Yaoundé

13/URSINS

Monsieur le Haut-Commissaire,

Nous avons l'honneur de vous faire savoir ce qui suit :

KOUMDA Ignace Etougssi, Subdivision d'Okola, Région Nyong & Sanaga, est entré  
au Service de Santé le 27/10/1926.

M. KOUMDA se plaint d'être contrarié chaque fois par un  
certain M. HENRI, installé à Ebougssi et qui normalement ne doit  
s'occuper que du conditionnement du cacao. Si des observations  
peuvent être faites à M. KOUMDA dans l'exercice de ses fonctions,  
la logique la plus élémentaire veut qu'elles émanent de ses  
Chefs hiérarchiques, et non pas d'un individu douteux qui n'a  
rien à voir avec le service de Santé et qui, à notre connaissance,  
n'a pas qualité pour imposer un ordre quelconque à un fonction-  
naire qui n'est pas de son service. Cet européen se permet

de diriger les malades chez l'assistant sanitaire d'Okola alors qu'ils sont titulaires des billets pour se rendre au Dispensaire de Yaoundé. Notez en passant que cet assistant appartient seulement au Service d'Hygiène Mobile & de Prophylaxie (S.H.M.P); d'autre part, un logement pour servir de dispensaire n'a pas encore été définitivement aménagé à Okola.

Nous voulons bien accepter les ordres de n'importe quel Européen, mais encore faut-il que les indigènes en soient informés par leurs chefs. Cet européen d'Ebougsi raconte partout qu'il va muter M. KOUMDA de son poste et que ce dernier ne travaille pas bien ou ne veut pas faire son travail. Depuis quand un vérificateur de produits a-t-il le droit de contrôler un chef de poste médical, même si ce chef de poste médical est un Africain ?

Si l'on consulte les rapports d'activité du poste antenne d'Ebougsi, on sera amené à dire si par rapport au premier infirmier qui a inauguré le poste, M. KOUMDA travaille bien ou mal.

M. KOUMDA, Infirmier de 1ère classe depuis 1943, se plaint, avec raison, d'être victime de mesures discriminatoires dans sa vie professionnelle.

Bien que proposé pour le grade de HORS CLASSE depuis 1951 il demeure toujours infirmier de 1ère classe. Que reprochez-vous à ce fonctionnaire pour le maintenir 11 ans dans un même grade ? si vous le trouvez inapte, pourquoi l'avez-vous gardé depuis 1926, et pourquoi lui avez-vous donné de lourdes responsabilités ? C'est un fonctionnaire qui s'est sacrifié pour son pays; pour raison de service et en cours de service, par deux fois il a été fracturé pendant les déplacements dus aux affectations. D'autre part, sa fille OVOA, disparue mystérieusement à Bafang, n'a jamais été retrouvée, malgré les avis faits en temps utiles à la Subdivision de Bafang et à la Police. Est-ce de la sorte

qu'il faut traiter un homme qui a connu les moments difficiles au cours de sa vie professionnelle ?

M. KOUMDA demande depuis longtemps la reconnaissance des droits sur un terrain rural sis à Tala, Subdivision de Saa. M. Auclaire, Chef de Subdivision de Saa, de connivence avec le Chef de Groupement Ndjomo, a tout fait pour bloquer cette question. M. KOUMDA a adressé une pétition à l'ONU à ce sujet, pétition enregistrée sous le n° T/PET.5/198. Il ne saurait brusquement être question de le muter d'Ebougsi lorsque la reconnaissance de ses droits fonciers est encore en instance, ce serait une façon d'empêcher certaines personnes - comme le prescrit le régime colonialiste - de revendiquer leurs droits les plus légitimes.

C'est pourquoi nous demandons,  
Monsieur le Haut-Commissaire,

1) que M. HENRI, poussé par certains agents du colonialisme cesse de s'immiscer dans des questions qui ne sont pas de son ressort;

2) que M. KOUMDA Ignace reconnaisse ses droits sur un terrain coutumier sis à Tala, chez lui, et non sur un terrain ou territoire étranger;

3) que M. KOUMDA Ignace soit reclassé rétroactivement, avec rappels qui en découlent;

4) que M. KOUMDA Ignace soit maintenu à son poste d'Ebougsi, malgré les prétentions de certains individus qui ne servent pas le vrai peuple de France dans les Territoires d'Outre-Mer.

Tout cela constituerait ainsi, pour ce fonctionnaire, quoique tardivement, une consolation bien méritée.

Veuillez agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le Bureau Régional  
Le Délégué du Bureau Central de  
l'U.S.C.C. et Membre de C.C.T.T.

(signé) Pierre MANDENG

(sceau) UNION REGIONALE DES SYNDICATS  
DE NIONG ET SANAGA  
SECRETARIAT GENERAL YDE

- - - - -